



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

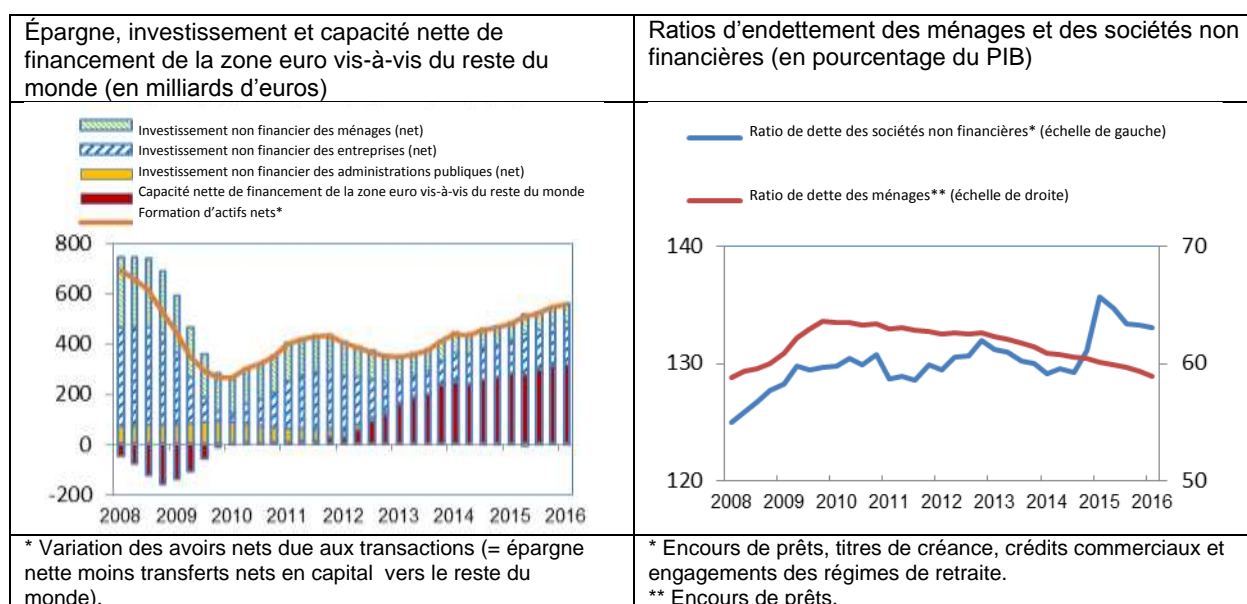
EUROSYSTEME

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

28 juillet 2016

Évolutions économiques et financières dans la zone euro par secteurs institutionnels : premier trimestre 2016

- L'épargne (nette) de la zone euro a augmenté à un rythme plus rapide que l'investissement non financier (net) au premier trimestre 2016. L'investissement non financier (net) a augmenté pour les entreprises et les ménages. En raison des variations de l'épargne et de l'investissement non financier, la capacité nette de financement de la zone euro vis-à-vis du reste du monde a encore progressé.
- La dette des ménages rapportée tant au PIB qu'au revenu disponible a continué de diminuer (les ratios respectifs revenant à 58,9 % et 93,3 % au premier trimestre 2016).
- Le ratio de dette des sociétés non financières rapporté au PIB a diminué, revenant à 133,1 % au premier trimestre 2016. Les investissements non financiers bruts ont progressé à un rythme moins rapide (5,2 % contre 7,2 % au quatrième trimestre 2015).



Ensemble de l'économie de la zone euro

L'épargne nette de la zone euro, qui est la somme de l'épargne des ménages, des sociétés et des administrations publiques après déduction de la consommation de capital fixe, a augmenté pour s'établir à 6,4 % du revenu disponible net de la zone euro au premier trimestre 2016, après 5,6 % au premier trimestre 2015. L'investissement non financier net de la zone euro a augmenté (2,8 % après 2,4 % du

Banque centrale européenne Direction générale Communication

Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél.: +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

revenu disponible net au premier trimestre 2015). Par conséquent, la capacité nette de financement de la zone euro vis-à-vis du reste du monde a progressé par rapport au premier trimestre 2015 (3,7 % après 3,4 % du revenu disponible net). La capacité nette de financement des ménages est restée inchangée (3,3 % du revenu disponible net de la zone euro), tandis que celle des sociétés non financières s'est accrue (2,2 % après 2,0 %). La capacité nette de financement du secteur des sociétés financières ainsi que le besoin net de financement des administrations publiques ont diminué par rapport au premier trimestre 2015. (Pour plus de détails, cf. également le tableau 1 de l'annexe).

Ménages

Le revenu disponible brut des ménages a augmenté à un rythme annuel moins soutenu (2,4 % au premier trimestre 2016, après 2,6 % au quatrième trimestre 2015). Le taux de croissance de la rémunération des salariés, ainsi que ceux de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte des travailleurs indépendants sont demeurés globalement inchangés (3,0 % et 2,7 %), tandis que les prestations sociales nettes ont diminué. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté à un taux annuel inchangé (2,1 %).

Le taux d'épargne brute des ménages est ressorti à 12,5 % au premier trimestre 2016, sans changement par rapport au premier trimestre 2015. Les investissements non financiers bruts des ménages ont progressé à un rythme plus rapide (4,5 % après 3,8 % au trimestre précédent).

Les prêts aux ménages, principale composante du financement des ménages, ont augmenté à un rythme globalement inchangé (1,5 %).

Les placements financiers des ménages se sont accrus à un rythme moins soutenu (2,0 %, contre 2,2 % au trimestre précédent). Parmi les composantes, leurs avoirs en numéraire et dépôts ont progressé à un rythme plus soutenu (3,0 % après 2,8 %). Le taux de croissance des placements au titre de l'assurance-vie et des fonds de pension a fléchi (2,8 % contre 3,0 %) tout comme celui des placements en actions et autres participations (2,3 % contre 3,9 %). Les ménages ont continué d'acheter des parts de fonds d'investissement ainsi que des actions non cotées et autres participations en termes nets. Ils ont repris leurs achats d'actions cotées après avoir opéré des cessions au cours des trimestres précédents, en termes nets. En particulier, ils ont acheté des actions cotées émises par des SNF et des non-résidents, alors qu'ils ont cédé des actions cotées émises par des IFM. Même si la diminution des placements en titres de créance s'est ralentie (- 12,2 % après - 15,1 %), les remboursements et les cessions sont demeurés supérieurs aux achats. Cette évolution résulte en particulier de la réduction de la détention par les ménages de titres de créance émis par les IFM et par les administrations publiques.

La valeur nette des ménages a progressé à un rythme moins élevé (2,3 % contre 3,5 %), les placements non financiers, les transactions financières et les plus-values sur les actifs non financiers étant en partie contrebalancés par des moins-values sur les actifs financiers. Le patrimoine immobilier a progressé à un taux plus élevé (3,9 % après 3,0 %).

Banque centrale européenne Direction générale Communication

Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél.: +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

Le ratio d'endettement des ménages par rapport à leur revenu a diminué pour s'inscrire à 93,3 % au premier trimestre 2016, contre 94,3 % un an auparavant. Le tableau A résume les principaux résultats relatifs aux ménages, exprimés en pourcentage du revenu disponible corrigé. (Pour plus de détails, cf. également les tableaux 2.1 et 2.2 de l'annexe).

Tableau A Épargne des ménages, variation de la valeur nette et de la dette (en pourcentage du revenu disponible brut corrigé, sur la base des flux cumulés sur quatre trimestres)								
	2014Q2	2014Q3	2014Q4	2015Q1	2015Q2	2015Q3	2015Q4	2016Q1
Taux d'épargne (brut)	12.4	12.5	12.5	12.5	12.5	12.4	12.5	12.5
Variation de la valeur nette	18.8	19.5	18.2	28.1	19.9	18.5	23.3	15.6
Investissements non financiers (nets)								
Investissements non financiers (bruts)	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.2
Consommation de capital fixe (-)	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3	8.2	8.3	8.3
Placements financiers	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1
Financement (-)	5.3	5.9	6.0	6.5	6.0	6.5	6.9	6.7
Revalorisation des actifs et autres variations	0.7	0.8	0.6	0.6	0.1	0.5	1.5	1.5
Dette (prêts, encours)	13.0	13.3	11.6	21.1	12.9	11.4	16.7	9.2
Ratio d'endettement	95.0	94.6	94.7	94.3	94.2	94.2	94.0	93.3

Sociétés non financières

Le revenu net d'entreprise des sociétés non financières (globalement équivalent aux bénéfices courants) a diminué au premier trimestre 2016 après avoir précédemment augmenté (- 1,1 % après 7,3 %), sous l'effet d'un fléchissement de l'excédent net d'exploitation et des revenus nets de la propriété.

La valeur ajoutée nette a progressé à un rythme moins soutenu (2,9 % contre 4,2 %), tout comme l'investissement non financier brut (5,2 % contre 7,2 %) et la formation brute de capital fixe (4,4 % contre 5,3 %). Le taux de croissance du financement des sociétés non financières est resté inchangé (2,0 %). Le financement par emprunt a augmenté à un rythme plus soutenu (2,0 %, après 1,4 %) les prêts consentis tant par les IFM que par les non-IFM s'étant accélérés¹. La progression des émissions de titres de créance a fléchi (3,5 % contre 4,7 %), de même que celle des financements par crédits commerciaux (2,9 % contre 3,7 %). Les IFM et les sociétés d'assurance ont été les principaux acquéreurs nets de titres de créance des sociétés non financières. La croissance du financement par émission d'actions est restée pratiquement stable (2,0 %).

Le ratio de dette par rapport au PIB a diminué, revenant à 133,1 %, après 135,7 % au premier trimestre 2015.

La croissance des placements financiers est restée inchangée (3,5 %). Parmi les composantes, les prêts consentis ont cru à un rythme plus modéré (3,6 %). Les placements en actions et autres participations se sont également ralentis (2,9 % contre 3,3 %). Le tableau B résume les principaux résultats relatifs aux sociétés non financières, exprimés en pourcentage de la valeur ajoutée nette. (Pour plus de détails, cf. également les tableaux 3.1 et 3.2 de l'annexe).

¹ Le financement par emprunt comprend les crédits accordés par l'ensemble des secteurs (y compris les prêts accordés par les non-IFM) et par les créanciers qui ne sont pas résidents de la zone euro.

Tableau B Sociétés non financières (en pourcentage de la valeur ajoutée (nette), sur la base des flux cumulés sur quatre trimestres)								
	2014Q2	2014Q3	2014Q4	2015Q1	2015Q2	2015Q3	2015Q4	2016Q1
Revenu d'entreprise net (profits courants))	32.7	32.7	32.7	32.8	33.3	33.3	33.4	33.1
Épargne nette (bénéfices non distribués)	4.3	4.6	4.8	5.0	5.5	5.7	5.8	5.6
Investissements non financiers (nets)	2.8	2.9	3.0	3.0	3.0	2.8	2.8	3.0
Investissements non financiers (bruts)	26.9	27.0	27.0	27.0	27.1	27.0	27.1	27.3
Consommation de capital fixe (-)	24.1	24.1	24.0	24.0	24.1	24.2	24.3	24.3
Placements financiers	8.6	7.8	7.6	9.9	11.1	12.4	15.5	16.5
Financement (-)	6.2	5.7	5.8	8.7	9.3	10.7	12.7	13.7
Dette (encours rapporté au PIB)	129.6	129.2	131.1	135.7	134.7	133.4	133.3	133.1

Le présent communiqué de presse intègre des révisions par rapport au communiqué de presse relatif aux ménages et aux sociétés non financières de la zone euro du 11 juillet. Les révisions sont dues en partie au fait que de grandes entreprises ont adopté la zone euro comme lieu de résidence en 2015 ; le traitement statistique de cette évolution s'est traduit par de nouvelles variations, en particulier dans les comptes non financiers des sociétés non financières. Les comptes trimestriels financiers et non financiers par secteur institutionnel sont disponibles pour la zone euro et pour les pays de l'UE à partir du [ECB's Statistical Data Warehouse \(SDW\)](#) (Entrepôt de données statistiques de la BCE). Les tableaux annexes et les graphiques supplémentaires, ainsi que les informations connexes pour l'ensemble des pays de l'UE, peuvent être consultés sur les pages [Euro area accounts](#) de la partie statistique du site internet de la BCE, y compris les nouveaux tableaux relatifs aux relations « de qui à qui ». La prochaine publication du nouveau [Household Sector Report](#) contenant les résultats pour la zone euro et pour tous les pays de la zone euro est prévue le 8 août 2016. Le prochain communiqué de presse trimestriel, comprenant les résultats préliminaires concernant les ménages et les sociétés non financières, est prévu le 11 octobre 2016 (cf. également le calendrier des publications statistiques sur le site de la BCE : [calendar](#)).

Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à Stefan Ruhkamp (tél : +49 69 1344 5057).

Notes :

- Le taux de croissance annuel des opérations non financières et des encours d'actifs et de passifs (stocks) correspond à la variation en pourcentage entre la valeur pour un trimestre donné et cette valeur enregistrée quatre trimestres plus tôt. Les taux de croissance annuels utilisés pour les opérations financières correspondent à la valeur totale des flux au cours de l'année rapportée à l'encours un an auparavant. Les ratios, tels que le taux d'épargne, sont établis à partir des transactions cumulées sur quatre trimestres.
- Le revenu net d'entreprise est globalement équivalent au profit courant en comptabilité d'entreprise (après les intérêts perçus et payés et y compris les bénéfices de filiales étrangères, mais avant le paiement des impôts sur le revenu et des dividendes).
- La somme de l'endettement des ménages et de celui des SNF (également appelée « dette du secteur privé ») exprimée en pourcentage du PIB constitue l'un des principaux indicateurs de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM). S'agissant des SNF, la définition de la dette utilisée par la PDM est différente de celle

Banque centrale européenne Direction générale Communication

Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél.: +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

appliquée ici, l'indicateur de la PDM étant établi sur la base de données annuelles, consolidées ; de plus, les engagements au titre des réserves de fonds de pension et les crédits commerciaux sont exclus. Pour les données relatives à la PDM, cf. [Annual scoreboard for the surveillance of macroeconomic imbalances](#).

- Des informations méthodologiques complémentaires sont disponibles à l'adresse : [Euro area accounts](#).

Banque centrale européenne Direction générale Communication

Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél.: +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France